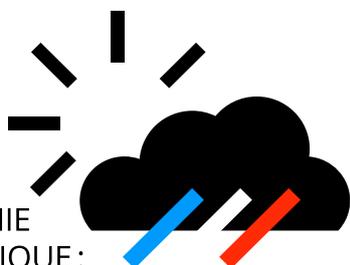


ÉCONOMIE
ET POLITIQUE:
**L'IMPORTANCE DES
CHOIX ÉLECTORAUX**



L'urgente réforme des services publics

La montée
en puissance
de la Chine

Pour une
démographie
efficace

Un monde
menacé par
le réchauffement
climatique

Coup de
projecteur sur
la compétition
France / Allemagne

La zone euro
face aux autres pays
développés

Envolée des
inégalités : gros dégâts
sur les contrats sociaux

Appauvrissement
des états,
enrichissement des
actionnaires

L'indispensable
rentabilité des entreprises
exportatrices

L'urgente
réforme des
retraites

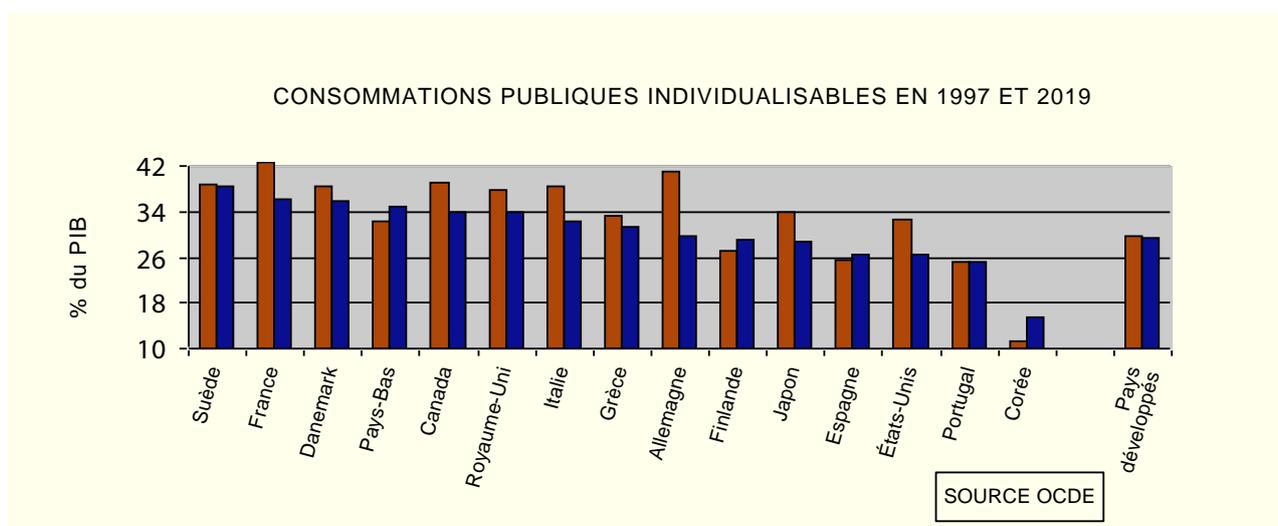
Fondamentaux
de la guerre économique
et monétaire

RAOUL CHABOT – UNE SÉRIE D'ARTICLES POUR DES DÉCISIONS RÉLÉCHIES

Extraits de *L'importance des choix électoraux*, disponible sur le site <http://rouagesdelamondialisation.fr/>

L'OBÉSITÉ DES SERVICES PUBLICS FRANÇAIS

On constate des répartitions très différentes des dépenses de consommation entre Public et Privé : la France et la Suède sont championnes du monde de ce que l'OCDE appelle des « Consommations Publiques Individualisables » (CPI, dont les dépenses publiques d'éducation et de santé sont les composantes principales). Il faut les ajouter aux consommations privées, et les déduire des dépenses publiques, pour faire des comparaisons internationales significatives.

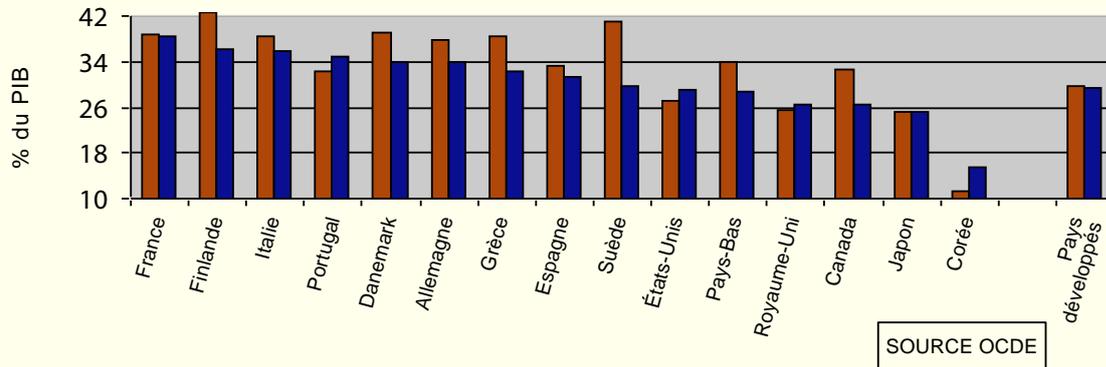


Cette distinction n'est nullement une tentative désespérée pour trouver des circonstances atténuantes au recours immodéré de la France aux dépenses publiques. Au contraire : sur des bases enfin comparables, la France reste championne du monde avec plusieurs longueurs d'avance pour le coût des dépenses publiques hors CPI. Devant l'Italie, le Portugal et la Grèce, qui ne sont pas vraiment des modèles performants. Par rapport à ses grands concurrents, l'économie française supporte un surcoût de 4,5 points avec l'Allemagne, 9,1 points avec la Suède, et 11 points par rapport au Japon et aux États-Unis.

Sur des bases enfin comparables, les dépenses hors CPI absorbaient en 1997 38,7 % du PIB, à peine plus qu'en Allemagne (38,5 % du PIB). En 22 ans, l'écart s'est creusé : 38,5 % en France (stables), 34 % en Allemagne (en baisse de 3,7 points). Les pays nordiques fournissent des exemples de réductions encore plus spectaculaires : de 40,9 % à 29,6 %, pour la Suède (- 11,4 points en 22 ans, 1/2 points par an) ; de 39,2 % à 34 % au Danemark, environ 1/4 de point par an. Sans troubles sociaux, ni effondrement des performances économiques.

Les États-Unis sont le pays développé le plus proche de la moyenne mondiale : 27 % du PIB en 1997, 29 % en 2019.

DÉPENSES PUBLIQUES HORS CPI EN 1997 ET 2019



SOURCE OCDE

L'INDISPENSABLE RÉORGANISATION DES SERVICES PUBLICS

Hors retraites, les services publics stricto sensu ont créé, sous les mandatures de Mitterrand puis Chirac, 1 733 milliers d'emplois publics, alors que, de l'autre côté du Rhin, ils maigrissaient de 528 milliers. Ce n'est donc pas un, mais plusieurs « mammoths » qu'il faut dégraisser (Éducation Nationale, Santé, mille-feuilles bloquant un fonctionnement efficace des territoires). Deux approches sont possibles pour fixer les « Objectifs 2030 ».

Rejoindre en dix ans la moyenne mondiale (et les États-Unis) : moins 10 points en dix ans, c'est ce qu'a su faire la Suède. Pas impossible donc, mais difficile à justifier au-delà d'une approche de comptable borné : en termes de « coût-efficacité », les systèmes d'éducation et de santé américains sont loin d'être des modèles.

Nous avons constaté que la priorité à l'économie marchande du modèle allemand se traduisait, au contraire de la France, par un sous-investissement structurel dans les services publics. Une approche coordonnée des problèmes européens pourrait suggérer aux deux pays de se partager la tâche du rééquilibrage, pour supprimer l'écart de 4,5 points qui s'est créé en 22 ans entre les dépenses publiques hors CPI des deux pays. Une répartition 2/3 pour la France, 1/3 pour l'Allemagne conduirait à :

- accroître de 1,5 points les dépenses publiques en Allemagne. Nous avons vu que c'était nécessaire, mais tout à fait possible, à condition d'avoir le courage... de reconnaître que « le frein à la dette » était une grosse bêtise,
- réduire en France de 3 points les dépenses publiques hors CPI. C'est le genre de solution qui ne peut aboutir que dans un deal « donnant donnant ». C'est-à-dire une reprise progressive de la hausse du point, et des primes de productivité : le deal que la crise financière empêcha Nicolas Sarkozy de réaliser alors qu'il l'avait promis, ce qui ne l'avait pas empêché d'être élu. Il faut également prendre en compte le coût de certaines tâches externalisées.

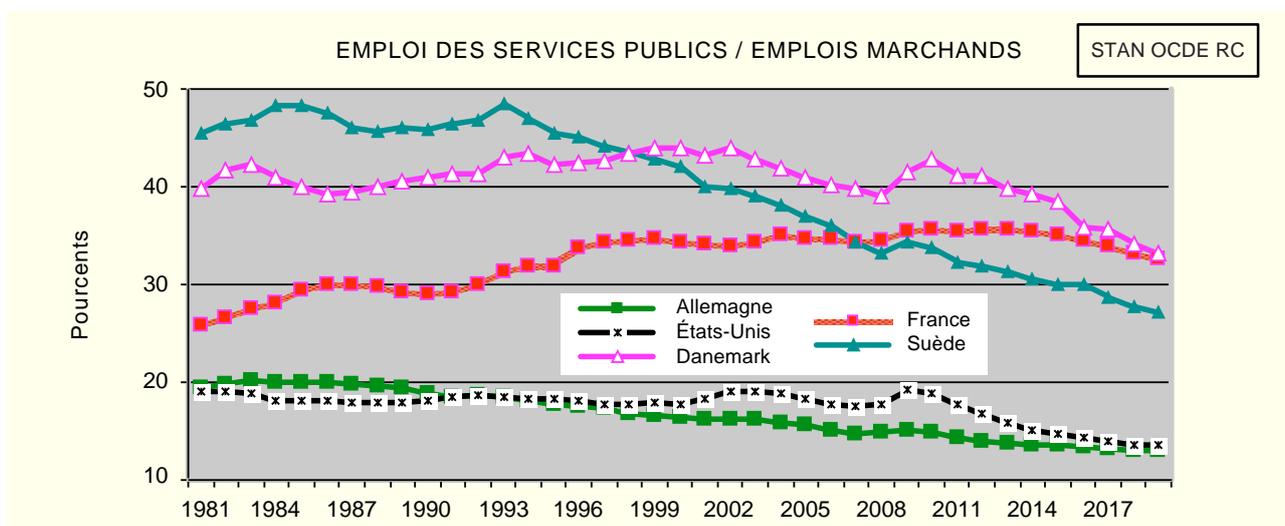
Pour réduire les coûts de 3 %, il faut donc probablement réduire les effectifs de 4,5 %. En combien de temps ? À la suédoise (- 0,5 % par an), cela prendrait 9,9 ans. À la danoise (- 0,23 % par an), cela prendrait 19 ans. La gravité du problème français impose donc au minimum la solution suédoise.

En retenant la date magique de 2030, je suggère, troisième proposition choc, une réduction de 270 000 postes en 9 ans dans les services publics. Cela permettrait

tout de même de remplacer 8 départs sur 10. Ce calcul espère que l'Allemagne ferait le tiers du rattrapage en haussant ses propres dépenses publiques. Si ce n'était pas le cas, l'objectif passerait à 400 000 réductions. Quand on connaîtra mieux l'impact du dérèglement climatique, on constatera que les mesures proposées sont probablement un minimum provisoire. Il faudra sans doute les accroître et/ou les prolonger au delà de 2030. Rappelons que Fillon promettait 500 000 fonctionnaires de moins, un remplacement sur deux départs seulement.

GÉRER LA STRUCTURE DE L'EMPLOI

Le ratio emplois publics / emplois marchands est la généralisation de ce que les entreprises exposées à la concurrence appellent « main d'œuvre indirecte / main d'œuvre directe », et surveillent comme le lait sur le feu : il mesure la « productivité au sens large » des services publics.



De 1981 à 1999, la France a donné la priorité aux services publics pour la création d'emplois. Ils sont restés autour de 35 % des emplois marchands jusqu'en 2016, niveau qu'a franchi, à la baisse, la Suède dès 2007, et dont le Danemark se rapproche. Dans une autre planète, celle des pays soucieux de leur compétitivité internationale, Allemagne et États-Unis sont descendus autour de 13 %.

Cette approche globale cache deux types de problèmes d'organisation différents. On peut assimiler Éducation Nationale et Santé à deux gigantesques entreprises, où l'on peut à la fois manquer de « main d'œuvre directe » (infirmières, professeurs expérimentés dans les territoires difficiles) mais gérées par des administrations pléthoriques, à la fois localement et en central. Le problème est le même dans d'autres services publics (police, justice...). La réforme nécessaire passe notamment par une plus grande décentralisation.

Dans la fonction territoriale, les centaines de milliers de création nette de postes depuis 1980 sont dues au contraire à une décentralisation mal maîtrisée. Qui est non seulement coûteuse mais paralysante : dans nombre de réunions s'affrontent représentants de la ville, de la communauté urbaine, du département, de la région et du ministère, plus soucieux de défendre leur pré carré que de prendre des décisions rapides et raisonnables. Mettre de l'ordre passe par l'abolition de la « compétence universelle ».

